

Recherches sociographiques



André BEAULIEU, Jean-Charles BONENFANT, Jean HAMELIN, *Répertoire des publications gouvernementales du Québec de 1867 à 1964*

Antonio Drolet

Volume 9, numéro 3, 1968

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055433ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055433ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Drolet, A. (1968). Compte rendu de [André BEAULIEU, Jean-Charles BONENFANT, Jean HAMELIN, *Répertoire des publications gouvernementales du Québec de 1867 à 1964*]. *Recherches sociographiques*, 9(3), 344–346.
<https://doi.org/10.7202/055433ar>

ne signe des conventions de l'OIT que celles n'empiétant pas sur les juridictions des provinces, le système fédératif se posant ainsi comme frein à la promotion de la femme canadienne.

Gérald Fortin (pp. 61-73), prenant prétexte d'une analyse des aspects sociologiques du travail féminin, présente plutôt une analyse de l'évolution du couple et de la famille aux différentes étapes de la vie matrimoniale. S'appuyant sur quelques recherches en milieu canadien-français, il montre comment, pour la majorité des ouvrières, le mariage apparaît comme une libération des servitudes du monde du travail, libération d'ailleurs factice puisque la conjonction de cette volonté d'indépendance et des attitudes masculines qui définissent l'homme comme pourvoyeur aboutit, de fait, à la création d'une relation matriarcale dans laquelle la femme réduit le mari à son rôle de pourvoyeur et se cantonne elle-même dans son double rôle de chef du foyer et de mère. Ce n'est qu'à la fin du cycle familial, alors que les enfants sont élevés, que le couple a des chances, fragiles, de réapparaître.

Jacques St-Laurent étudie certains aspects économiques de la participation des femmes au marché du travail. Parmi les obstacles à cette participation, il faut ranger les diséconomies qu'entraîne le travail des femmes pour l'économie domestique, les coûts supplémentaires qu'impose à l'entreprise l'embauche de personnel féminin, coûts qui ne proviennent pas exclusivement des mesures de protection et de sécurité sociale spécifiques aux femmes, mais aussi du plus faible rendement des investissements qu'implique la moindre productivité de celles-ci. Ce dernier facteur vaut aussi pour une analyse qui se situe au niveau de l'économie nationale. Une telle analyse doit aussi tenir compte de l'impact qu'aura une plus grande participation des femmes au marché du travail sur d'autres variables, comme par exemple le niveau de la natalité. Certains changements dans la structure économique, comme l'expansion du secteur tertiaire, et dans la structure de la demande d'emploi, l'augmentation des emplois à temps partiels, accroissent cependant la productivité marginale nette des femmes et facilitent d'autant leur participation à la main-d'œuvre.

Le discours de clôture de Pierrette Sartin (pp. 159-177) reprend les faits et les interprétations des communications précédentes et, se situant franchement au niveau de la réflexion humaniste, conclut qu'il « ne s'agit pas pour les femmes de viriliser leur comportement ni de remplacer ou de supplanter les hommes; mais d'apporter à ceux-ci une possibilité de coopération et de confrontation avec une intelligence, une volonté, une sensibilité et aussi une imagination débarrassées des attributs factices d'une « féminité » artificiellement créée » (p. 176).

Il serait trop long ici d'inventorier le dernier groupe de communications, celui dans lequel nous avons regroupé les différents témoignages. On doit cependant signaler l'intérêt particulier de ceux des syndicalistes et surtout de celui de Lucie Dagenais, qui retrace l'évolution des attitudes de la Confédération des syndicats nationaux à l'égard du travail des femmes. L'intérêt particulier de cette communication vient de ce que le tableau ainsi tracé est fait à partir d'une analyse des procès-verbaux des congrès de la CSN depuis sa fondation. De telles analyses documentaires sont rares, ce qui fait que chacune d'elle est précieuse.

Pierre ROBERGE

*Département de sociologie et d'anthropologie,
Université Laval.*

André BEAULIEU, Jean-Charles BONENFANT, Jean HAMELIN, *Répertoire des publications gouvernementales du Québec de 1867 à 1964*, Québec, Roch Lefebvre, Imprimeur de la reine, 1968, 554 p.

Les états modernes comptent parmi les éditeurs les plus importants. Le Québec, depuis 1867, n'a pas négligé cette fonction par laquelle les gouvernements rendent compte

de leurs activités et offrent au public une information ample et variée. La plupart des gouvernements canadiens avaient déjà un répertoire de leurs publications, alors qu'il n'en existait pas encore pour celles du Québec. Ce n'était certes pas faute d'en ressentir le besoin et d'en souhaiter la réalisation. Cependant rien n'avait encore été réalisé de ce côté; une tentative commencée il y a plus de vingt-cinq ans était restée en plan.

La lacune est maintenant comblée, grâce à André Beaulieu, Jean Hamelin et Jean-Charles Bonenfant. La réputation des deux premiers est déjà bien établie depuis la parution antérieure de travaux bibliographiques importants. Quant à J.-C. Bonenfant, conservateur de la bibliothèque de la Législature, il possède une connaissance et une expérience peu communes à la fois de l'organisation gouvernementale et de la production de ses divers départements et services dans le domaine des publications. Cette triple collaboration nous vaut un ouvrage qui sera d'une utilité constante pour ceux qui ont besoin de consulter les multiples imprimés qui y sont répertoriés. Soulignons en outre que le gouvernement du Québec s'y révèle l'éditeur de langue française certainement le plus important en Amérique, aussi bien par la quantité que par la qualité de ses publications.

Selon une tradition déjà ancienne dans l'édition d'ouvrages importants, c'est le Secrétaire de la province qui s'est chargé de faire paraître le *Répertoire*, dont le manuscrit était prêt depuis déjà quelque temps. L'imprimeur de la reine en a dirigé l'impression et lui a donné une présentation typographique soignée.

Les auteurs ont choisi un plan de classification judicieux: la matière est répartie d'après les organismes et les ministères actuels et les imprimés disposés suivant l'ordre chronologique de leur parution. Vu l'ampleur du travail impliqué, on a renoncé à présenter un historique de l'évolution des nombreux ministères actuels formés à partir de ceux qui existaient au début du gouvernement.

À défaut de cet historique, des notes rapides, préliminaires aux chapitres, exposent la genèse de chaque ministère; cette information inédite s'avère très utile dans sa concision.

En avant-propos, le lecteur est averti que l'ouvrage « peut difficilement (se) caractériser en termes de métier ». C'est vraiment trop de modestie lorsqu'on offre enfin aux chercheurs un guide, un indicateur valable, dans un secteur de l'édition canadienne où n'existaient jusqu'à maintenant que des listes fragmentaires éparées.

Avec le souci constant d'informer et de guider, que l'on doit reconnaître comme leur objectif premier, les auteurs ont réuni sous le titre « Instrument de travail et bibliographie » (chapitre du Ministère des affaires culturelles), une liste documentaire, d'origine diverse quant aux éditeurs. Cette liste aurait pu sans inconvénient se retrouver dans un appendice en dehors de la distribution des imprimés sous chacun des ministères; l'ordonnance générale de l'ouvrage en aurait peut-être été plus rationnelle.

Le répertoire relève indifféremment les publications en langue française ou anglaise. C'est là sans doute simple objectivité, que l'on eût cependant aimé retrouver dans un ouvrage analogue, celui d'Olga Bishop, sur les publications du gouvernement de l'Union, où l'on a systématiquement ignoré les imprimés en langue française.

Malgré l'abondance de la documentation citée, l'ouvrage est d'une consultation aisée grâce à une table des matières qui reproduit avec soin les divisions du contenu. L'index analytique, qui s'étend sur plus de trente pages, ne semble pas toujours permettre de retracer les multiples informations que contient l'ouvrage, par suite de quelques inconsistances et de lacunes dans le dépouillement et l'analyse. Il eût été commode, entre autres, d'y retrouver le nom des ministères et départements mentionnés dans les notices préliminaires aux chapitres. Mais ce sont là exigences mineures.

Il y a lieu de se réjouir qu'un ouvrage aussi indispensable ait été mené à bien; il constitue un acquis d'exceptionnelle valeur parmi les moyens d'information sur la bibliographie canadienne. Maintenant que les bibliographes ont fourni leur apport essentiel en retraçant

des publications échelonnées depuis cent ans et éparpillées au hasard des bureaux et des bibliothèques, il faut espérer qu'on réussisse à réunir dans une bibliothèque le plus possible de ce fonds important.

Antonio DROLET

*Archives du Québec,
Ministère des affaires culturelles.*